

Nous sommes tous dans le même bateau







Message de la Directrice Exécutive

L'année écoulée a été marquée par des succès et des déceptions dans les efforts déployés au niveau mondial pour faire face à la triple crise mondiale : la crise du changement climatique, la crise de la perte de la nature, de la biodiversité et de la désertification, et la crise de la pollution et des déchets.

Lors de la Conférence des Nations unies sur la diversité biologique (COP16) qui s'est tenue à Cali, en Colombie, les pays ont convenu de reconnaître officiellement le rôle des peuples autochtones et des communautés locales dans la conservation de la biodiversité, et se sont engagés à encourager leur participation et à mettre en place un mécanisme pour partager les avantages de l'information numérique sur les séquences génétiques. Toutefois, les questions de la mobilisation des ressources et d'un cadre de suivi ont été reportées à l'ordre du jour de la reprise de la session en février 2025. Lors de la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP29) à Bakou, en Azerbaïdjan, les pays se sont mis d'accord sur les règles du marché international du carbone et se sont engagés à tripler le financement des pays en développement touchés par le changement climatique. Toutefois, cet engagement n'a pas été à la hauteur de ce que de nombreux pays avaient demandé.

À Busan, en République de Corée, les nations ont réalisé des progrès substantiels vers un instrument mondial visant à mettre fin à la pollution plastique, avec une convergence émergente sur 29 des 32 articles ; toutefois, les négociations ont été reportées sans qu'un texte final ait été adopté. Les pays devront maintenant s'efforcer de résoudre leurs divergences pour répondre aux aspirations de la résolution de 2022 de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA) visant à mettre fin à la pollution plastique. Lors de la conférence des Nations unies sur les terres et la désertification (COP16) qui s'est tenue à Riyad, au Royaume d'Arabie saoudite, les pays ont lancé le Partenariat mondial de Riyad pour la résilience à la sécheresse et le Programme d'action de Riyad, s'engageant à consacrer 12 milliards de dollars américains à des initiatives de restauration des terres et de résilience à la sécheresse. Malheureusement, les parties n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un protocole juridiquement contraignant pour lutter contre la sécheresse, qui frappe les pays du monde entier, de l'Afrique à l'Asie en passant par l'Amérique latine et l'Europe.

Lors de la COP sur les terres et la désertification à Riyad, Royaume d'Arabie Saoudite, les pays ont lancé l'Agenda d'action de Riyad, engageant 12 milliards de dollars pour des initiatives de restauration des terres et de résilience à la sécheresse, ainsi que le Partenariat mondial de Riyad pour la résilience à la sécheresse. Malheureusement, les parties n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un protocole juridiquement contraignant pour lutter contre la sécheresse, qui frappe les pays du monde entier, de l'Afrique à l'Asie en passant par l'Amérique latine et l'Europe.

La réalité est donc que le multilatéralisme environnemental est parfois désordonné et parfois ardu. Mais même en des temps géopolitiques complexes, il n'y a pas d'autre choix que de coopérer au-delà des frontières et des différences afin de protéger la racine de l'existence humaine : la planète Terre. Le PNUE appelle à une augmentation exponentielle de l'ambition et de l'action en 2025. Les pays doivent s'engager à réaliser des réductions colossales des émissions de gaz à effet de serre lors du prochain cycle de contributions déterminées au niveau national (CDN), prévu pour février 2025. Ils doivent commencer à fournir les financements nécessaires à l'adaptation au changement climatique, à la lutte contre la désertification et à l'action en faveur de la biodiversité. Ils doivent également travailler ensemble pour convenir d'un instrument solide pour mettre fin à la pollution plastique avant l'ANUE-7 en décembre.

Comme le montre ce rapport annuel, le PNUE a travaillé sans relâche pour ouvrir la voie à de telles actions. La recherche scientifique du PNUE a défini exactement ce que les nations doivent faire dans leurs CDN et a aidé de nombreuses nations à préparer ces engagements climatiques. Le PNUE fournit des données cruciales pour aider les pays et les entreprises à prendre des mesures de réduction des émissions de méthane, qui ont déjà donné des résultats probants. Le PNUE fournit un financement et un soutien technique dans tous les domaines, de la restauration des écosystèmes à la pureté de l'air. Le PNUE collabore avec le secteur privé pour aligner ses activités commerciales et financières sur les mesures prises pour lutter contre la triple crise mondiale. Enfin, les projets soutenus par le PNUE font une différence tangible dans la vie des gens du monde entier, du Kenya au Mexique en passant par Niue, en améliorant la résilience et en réduisant les vulnérabilités.

Cependant, l'humanité n'est pas à l'abri du danger. Les températures continuent d'augmenter. Les écosystèmes continuent de disparaître. Et la pollution reste une menace mortelle. Ces problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales. Le monde doit s'unir pour construire une planète plus juste et plus durable. Et le PNUE sera là pour soutenir les pays à chaque étape du processus.

Inger Andersen

Directrice Exécutive du PNUE

Rassembler le monde

Lors de sa sixième session, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement a adopté 15 résolutions visant à protéger les populations et la planète.

Lors de l'**Assemblée des Nations unies pour l'environnement** (UNEA-6), les nations ont décidé de réduire la pollution par les produits chimiques, de lutter contre la désertification et les tempêtes de sable et de poussière, de protéger les océans, de réduire la pollution de l'air, de mieux gérer les réserves d'eau douce et de soutenir l'extraction durable des minerais pour la transition énergétique. Avec un nombre record de plus de 5 600 participants, dont 12 chefs d'État ou de gouvernement, l'Assemblée a démontré que les pays peuvent surmonter leurs divisions géopolitiques pour s'unir en faveur de l'environnement. **Inger Andersen, Directrice Exécutive du PNUE, a déclaré** : « L'esprit d'un multilatéralisme authentique et inclusif a été évident tout au long de cette assemblée dynamique.



Qu'est-ce que l'UNEA?

L'Assemblée des Nations unies pour l'environnement est l'organe décisionnel le plus élevé au monde en matière d'environnement et comprend les **193 États membres des Nations unies**. Elle fixe l'agenda environnemental mondial, développe des outils politiques en réponse aux défis environnementaux émergents et détermine l'orientation stratégique du PNUE.



La militante jeunesse Grace Catapang, des Philippines, prend la parole lors de l'UNEA-6. Avant la session, 450 jeunes du monde entier se sont réunis pour discuter de certains des plus grands défis environnementaux de la planète. Photo : PNUE

“

Je suis fière de dire que cette assemblée a été fructueuse et que nous avons progressé sur notre mandat principal : le droit **légitime de l'homme à un environnement propre**, sain et durable, partout dans le monde.

Leila Benali
Présidente de l'UNEA-6

Pour la première fois, l'UNEA a consacré une journée au renforcement de l'impact des **accords multilatéraux sur l'environnement** (AME) par une action plus unie. Ces accords internationaux ont fourni un cadre pour la protection des espèces menacées, la réparation de la couche d'ozone et la réduction de la pollution chimique, entre autres.

Lors de la sixième édition de l'UNEA, les jeunes se sont également mobilisés, l'activiste environnementale Grace Catapang, des Philippines, **dénonçant** les « injustices dévastatrices » causées par la dégradation de l'environnement.

Action climatique

Le PNUE soutient les pays dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, la transition vers un avenir à faible émission de carbone et l'adaptation au changement climatique.





Le peuple autochtone Puyanawa du Brésil utilise des techniques agricoles traditionnelles, notamment la plantation d'arbres feuillus, pour lutter contre la déforestation, un facteur majeur du changement climatique. Photo : PNUE

Mettre la

science au service de la lutte contre la crise climatique

Le rapport sur le **Déficit d'émissions 2024** a conclu que le monde doit s'engager à réduire de 42 % ses émissions annuelles de gaz à effet de serre d'ici à 2030 dans le cadre de la prochaine série d'engagements climatiques des pays, connus sous le nom de contributions déterminées au niveau national (CDN). S'ils n'y parviennent pas, l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C d'ici 2100 sera impossible à atteindre. Sur la base des politiques actuelles, les projections indiquent une augmentation dévastatrice de la température comprise entre 2,6°C et 3,1°C au cours de ce siècle. Le rapport appelle les principaux émetteurs du G20 à se tailler la part du lion en termes d'actions de réduction des émissions.

Le **Rapport sur le déficit d'adaptation 2024** a conclu par un appel mondial à une augmentation massive du soutien financier aux pays en développement confrontés à des sécheresses, des inondations et d'autres catastrophes liées au climat. Le rapport landmark a été cité dans une décision historique de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP29) qui a accepté de tripler le financement du climat pour les pays en développement. Les représentations de la Bulgarie, du Kenya et de Tonga, entre autres, ont fait référence aux rapports du PNUE sur les lacunes climatiques lors de la COP29. À ce jour, ces publications scientifiques ont été mentionnées dans plus de 3 000 articles de presse dans plus de 90 pays.

Le rapport **Resourcing the Energy Transition** présente sept principes directeurs et cinq recommandations visant à garantir la justice, l'équité et la durabilité de l'approvisionnement durable et circulaire en minerais essentiels à la transition énergétique. En mettant en œuvre les recommandations du rapport sur l'extraction, le commerce, l'utilisation et l'élimination des minéraux et des métaux, les pays peuvent contribuer à réduire les émissions, à protéger la nature, à réduire la pauvreté énergétique, à gérer la demande, à orienter l'offre et à augmenter les revenus des pays producteurs ainsi que la participation financière des communautés locales à ces revenus. Ces recommandations ont été élaborées par le groupe du secrétaire général des Nations unies sur les minéraux critiques pour la transition énergétique, dont le rapport a servi de base aux décisions de l'Assemblée générale des Nations unies, du **G20** et des sommets des Nations unies sur la biodiversité et le changement climatique.

Les rapports « gap » du PNUE ont été présentés dans plus de

3 000+

articles de presse dans
90 pays

Selon le rapport **Global Resource Outlook 2024**, l'extraction des ressources naturelles a triplé au cours des 50 dernières années, exacerbant la triple crise mondiale. Le rapport, qui appelle à une gestion durable des ressources, a été cité dans une **résolution** sur les énergies renouvelables du Conseil de l'Union européenne et a été mentionné dans une **résolution** de l'UNEA-6.

L'**évaluation mondiale du protoxyde d'azote** a montré comment le monde pouvait réduire de 40 % les émissions de protoxyde d'azote, un puissant gaz à effet de serre qui endommage également la couche d'ozone et pollue l'air. La réduction de ces émissions permettrait d'éviter 20 millions de décès prématurés d'ici à 2050. Les conclusions du rapport ont été présentées lors de la **COP29** et ont fait l'objet d'une couverture médiatique mondiale.



En Colombie, le PNUE a soutenu le déploiement de dizaines de bus électriques, dont la plupart sont conduits par des femmes. Cette initiative fait partie des efforts du PNUE pour soutenir 60 pays à revenu faible et intermédiaire dans leur transition vers les transports électriques. *Photo : La Rolita*

Soutenir

la mise en œuvre de l'Accord de Paris

Le PNUE a apporté un soutien technique à 64 pays qui ont produit leurs premiers rapports de transparence bisannuels, qui indiquent dans quelle mesure les pays respectent leurs CDN. Au cours des dernières années, le travail du PNUE en matière de transparence a aidé les pays à améliorer l'utilisation des données climatiques nationales, à renforcer les capacités des experts nationaux en matière de rapports sur le climat et à mettre en place des systèmes visant à renforcer les organismes chargés de l'établissement des rapports.

Le PNUE a également aidé plus de 30 pays à progresser dans la mise en œuvre de leur CDN. Les travaux du PNUE ont aidé la Colombie à élaborer des plans visant à accroître les investissements liés au climat. Le PNUE a également aidé le Maroc à élaborer des feuilles de route pour un développement à faible émission de carbone et le Viêt Nam à concevoir des programmes de restauration des mangroves. Grâce à des forums d'apprentissage en équipe, le PNUE a aidé 120 pays à préparer leur prochaine CDN, prévue pour 2025.

Le PNUE a soutenu 35 pays en développement dans leurs efforts pour accélérer le développement à faible émission de carbone grâce à des initiatives bénéficiant de plus de 200 millions de dollars de subventions du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'un des mécanismes financiers de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. En mobilisant également des milliards de cofinancement de la part de leurs partenaires, les pays se sont concentrés sur la mobilité électrique, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les bâtiments à faibles émissions. Ces initiatives devraient bénéficier à plus de 17 millions de personnes et réduire les émissions de gaz à effet de serre de près de 300 millions de tonnes, soit l'équivalent du retrait de 65 millions de voitures de la circulation.



Une flotte de motos-taxis électriques fait ses débuts en Thaïlande, où le PNUE soutient la transition du pays vers l'abandon des véhicules à essence. Photo : ENTEC

Réduire

les émissions de gaz à effet de serre

Le PNUE a aidé 60 pays à revenu faible ou intermédiaire à élaborer des programmes et des politiques visant à accélérer leur transition vers les véhicules électriques. En 2024, Antigua-et-Barbuda a acheté des bus électriques, l'Inde a étendu l'infrastructure de recharge pour les véhicules électriques à deux et trois roues, et le Kenya a élaboré une législation qui a augmenté les investissements dans les motocyclettes et les bus électriques. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre d'une initiative plus vaste du PNUE visant à soutenir la mobilité électrique dans les pays du Sud, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique. Ces efforts s'inscrivent dans un contexte de transition rapide vers la mobilité électrique. En 2023, les voitures électriques représenteront 18 % des ventes de voitures neuves dans le monde, soit **près de dix fois plus** qu'il y a cinq ans.

Le Centre et réseau des technologies climatiques (CRTC) parrainé par le PNUE, qui a fêté son dixième anniversaire en 2024, a fourni une assistance technique à 26 pays. En Thaïlande, le CRTC a conseillé le ministère de l'énergie sur la formulation d'une stratégie nationale en matière d'énergie hydrogène. Au Kenya, le CRTC a lancé une initiative visant à canaliser les financements vers 2 millions de petites entreprises désireuses d'investir dans des technologies intelligentes sur le plan climatique.

L'engagement mondial en faveur du méthane vise à réduire les émissions de méthane de

30%
d'ici à 2030

La coalition pour le climat et l'air pur, réunie par le PNUE, a apporté un soutien technique à plus de 30 pays qui ont élaboré des feuilles de route visant à réduire les émissions de méthane, un gaz à effet de serre dont le pouvoir de réchauffement est 80 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone. Six de ces feuilles de route ont été finalisées en 2024, s'ajoutant aux 14 déjà publiées. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de l'engagement mondial sur le méthane, qui vise à réduire les émissions de méthane de 30 % d'ici à 2030, une mesure essentielle pour limiter le réchauffement de la planète.

En 2024, huit pays ont ratifié l'**amendement de Kigali** au protocole de Montréal, qui prévoit l'élimination progressive des hydrofluorocarbures dans l'industrie du froid. La limitation des émissions de ces gaz à effet de serre pourrait réduire le réchauffement de la planète de 0,5 °C au cours de ce siècle. Avec les améliorations de l'efficacité énergétique qui en découlent, ce chiffre pourrait doubler et atteindre 1 °C. Le **Fonds multilatéral** du protocole de Montréal, hébergé par le PNUE, a aidé 70 pays à améliorer l'efficacité énergétique de leurs équipements de réfrigération et de climatisation.



Des enfants de l'État insulaire de Niue, dans le Pacifique, se rassemblent autour d'un équipement de surveillance météorologique nouvellement installé. Cet équipement aide les météorologues à mieux prévoir les phénomènes météorologiques extrêmes et à émettre des alertes aux communautés. Photo : PNUE

Soutenir

les communautés confrontées au changement climatique

Le PNUE a aidé les communautés de 50 pays à s'adapter à la sécheresse, à la montée des eaux et à d'autres impacts climatiques. Ce travail - mis en évidence dans un podcast du PNUE intitulé « **Resilience** » - devrait bénéficier à 3,5 millions de personnes et restaurer 241 000 hectares de terres. Parmi les initiatives lancées l'année dernière figure un effort de 60 millions de dollars en Jordanie visant à renforcer la sécurité de l'eau pour 750 000 personnes.

En outre, trois pays - le Costa Rica, le Népal et le Zimbabwe - ont finalisé leurs plans nationaux d'adaptation, avec le soutien du PNUE. Ces plans sont conçus pour débloquer les investissements des secteurs public et privé ; le plan du Népal à lui seul vise à générer 47 milliards de dollars américains d'ici à 2050. Au total, le PNUE aide 30 pays à élaborer des plans nationaux d'adaptation.

Parallèlement, le PNUE a aidé six petits États insulaires en développement - les îles Cook, les îles Marshall, Niue, Palau, Timor-Leste et Tuvalu - à mettre en place des systèmes d'alerte précoce en cas de catastrophe naturelle. Niue a suivi une tempête d'avril 2024 qui a provoqué de fortes pluies et des coups de vent, Palau a commencé à publier des bulletins océaniques nationaux et Timor-Leste a organisé des simulations de catastrophes au niveau communautaire.

Financer

un avenir sobre en carbone

L'initiative financière du PNUE (UNEP FI) a continué à soutenir un vaste réseau de banques, d'assureurs et d'investisseurs dans leurs efforts pour lutter contre le changement climatique.

L'alliance bancaire « Zero Net Emissions », convoquée par l'initiative financière du PNUE, qui compte plus de 140 membres dans plus de 40 pays, a porté à plus de 100 le nombre de prêteurs membres qui se fixent indépendamment des objectifs de réduction de l'empreinte carbone de leurs activités financières dans les secteurs de la production d'électricité, de l'immobilier, des transports et d'autres secteurs. Environ deux tiers des membres interrogés avaient déjà mis en œuvre des mesures concernant le charbon, le pétrole et le gaz. Un tiers d'entre eux ont pris des mesures concernant l'utilisation des sols et la déforestation. Les membres de l'Alliance ont accepté d'étendre leurs objectifs de zéro émission nette pour inclure les activités des marchés de capitaux, la plus grande source d'« émissions financées » pour de nombreuses banques.

L'Alliance des propriétaires d'actifs à émissions nettes nulles s'est élargie à 89 membres, gérant collectivement près de 10 000 milliards de dollars américains. En 2023, les membres de l'alliance ont canalisé 555 milliards de dollars américains vers des solutions climatiques, contre 100 milliards de dollars américains alloués en 2020. Depuis le lancement de l'alliance en 2019, les membres ont réduit les émissions de leurs portefeuilles d'environ 6 % par an.

UN-REDD, un partenariat qui inclut le PNUE, a conseillé 11 pays dans l'élaboration de garanties environnementales et sociales qui leur permettraient d'accéder au marché mondial de l'échange de carbone forestier. Ce marché a été stimulé lors de la COP29 lorsque les pays ont rendu opérationnel un article de l'Accord de Paris qui régit le commerce du carbone. UN-REDD a également fourni un soutien technique à sept pays cherchant à obtenir plus d'un milliard de dollars de financement basé sur les résultats pour la protection des forêts. La sauvegarde de ces forêts permettrait d'éviter l'émission de 138 millions de tonnes de dioxyde de carbone, soit l'équivalent du retrait de 30 millions de voitures de la circulation, tout en apportant des avantages aux communautés et à la biodiversité.

Des femmes collectent des graines à Sumatra, en Indonésie. Les villageois participent ici à un programme UN-REDD qui leur permet de gagner de l'argent sans abattre les arbres locaux, un processus essentiel pour lutter contre le changement climatique. Photo : PNUE

555 milliards de dollars américains

Montant que les membres de l'Alliance of Zero Net Emissions Asset Owners, dirigée par l'UNEP FI, ont canalisé vers des solutions respectueuses du climat en 2023



L'Ère numérique

Le PNUE utilise l'IA, les données satellitaires et d'autres technologies de pointe pour lutter contre la triple crise planétaire.

L'un des efforts les plus réussis du PNUE dans l'espace numérique est **l'Observatoire international des émissions de méthane (IMEO)**, qui utilise des données satellitaires et l'apprentissage automatique pour détecter les fuites de méthane dans les installations pétrolières et gazières. Le système a signalé 1 066 émissions aux entreprises et aux gouvernements entre le 1er janvier et le 30 septembre 2024. Les alertes ont permis de prendre des mesures pour arrêter des fuites importantes en **Algérie** et au **Nigéria**, empêchant la libération de gaz à effet de serre équivalents à ceux produits par 1 million de voitures en un an.





Le Digital Accelerator Lab haéberge **20 applications numériques de pointe**, dont une

plateforme publique de surveillance de la santé des rivières, des lacs et des aquifères.

Photo : PNUE

Le **laboratoire d'accélération numérique**, lancé en mai 2024, comprend 20 applications et prototypes numériques. Parmi celles-ci, l'**explorateur d'écosystèmes d'eau douce**, qui permet aux utilisateurs d'accéder à des cartes à haute résolution des lacs, des rivières et d'autres sources d'eau douce, et de suivre leur évolution au fil du temps. La **plateforme Strata** met en évidence les zones où les facteurs de stress environnementaux, tels que le changement climatique, se superposent aux conflits et aux défis socio-économiques, aidant ainsi les décideurs à hiérarchiser les réponses et à favoriser la consolidation de la paix.

Le PNUE s'efforce également de veiller à ce que les nouvelles technologies ne nuisent pas à l'environnement. Avant l'Assemblée générale des Nations unies en septembre, le PNUE a publié un document intitulé **Artificial Intelligence (AI) End-to-End** (l'intelligence artificielle de bout en bout), qui contient sept recommandations visant à minimiser l'impact de l'intelligence artificielle sur la planète. Il s'agit notamment d'établir des normes mondiales pour mesurer l'empreinte environnementale de l'IA.

L'action en faveur de la nature

Le PNUE s'efforce d'inverser le déclin sans précédent du monde naturel, tout en soutenant les communautés dont la survie dépend de la nature.



Défendre

le cadre mondial de biodiversité Kunming-Montréal

Le PNUE a renforcé son soutien aux pays qui entament la mise en œuvre du **cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal (GBF)**, un accord historique conclu en 2022 pour stopper et inverser l'appauvrissement de la nature.

Le PNUE a soutenu 70 pays dans la mise à jour de leurs stratégies et objectifs nationaux de biodiversité, qui définissent comment chaque pays traduira les objectifs de l'accord en actions concrètes. En novembre 2024, 52 pays soutenus par le PNUE avaient soumis leurs objectifs nationaux révisés en matière de biodiversité.

En mai 2024, le PNUE et la Chine ont lancé le Fonds pour la biodiversité de Kunming, qui offrira un soutien financier et technique aux pays en développement pour la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité (GBF).

Selon le rapport « **Protected Planet 2024** », la communauté internationale a progressé dans la réalisation de l'objectif du cadre mondial pour la biodiversité consistant à protéger 30 % de la planète d'ici à 2030, mais les progrès doivent être accélérés. Environ 18 % des terres et des eaux intérieures et 8 % des océans et des zones côtières se trouvent dans des zones protégées et conservées documentées. Toutefois, pour atteindre l'objectif mondial, il faudra désigner, d'ici à 2030, une zone terrestre d'une superficie similaire à celle du Brésil et de l'Australie réunis et une zone marine plus vaste que l'océan Indien. Il est essentiel de garantir la qualité et la représentativité des écosystèmes protégés et de la biodiversité, conclut le rapport.

Le PNUE a également soutenu la présidence brésilienne du G20 dans le cadre de l'initiative du G20 sur la bioéconomie, qui promeut une croissance économique durable et inclusive grâce à des approches bioéconomiques. Dans le cadre de cette initiative, des principes de haut niveau ont été élaborés, qui fournissent un cadre pour garantir la durabilité économique, sociale et environnementale.



À Madagascar, le PNUE aide les communautés locales à créer des moyens de subsistance durables et à protéger les forêts et la biodiversité qu'elles abritent. Photo : PNUE



Sonia Guajajara, ministre brésilienne des peuples indigènes, a été nommée « Championne de la Terre » par le PNUE pour ses efforts visant à protéger la biodiversité et à renforcer les revendications territoriales des communautés indigènes. Photo : PNUE

Sauvegarde

du monde naturel

Le PNUE aide 108 pays à conserver, gérer durablement et restaurer leurs écosystèmes, en protégeant la faune et la flore et en soutenant les populations autochtones, qui sont les principaux gardiens de la biodiversité dans le monde. Le PNUE soutient également les communautés locales et associe le secteur privé aux actions de conservation de la biodiversité. Grâce aux interventions du PNUE, plus de 1,6 million d'hectares de zones terrestres et marines font l'objet d'une meilleure gestion. Près de 900 000 personnes devraient bénéficier du travail du PNUE sur les paysages.

Le PNUE a également soutenu la conservation et la restauration de 2,3 millions d'hectares d'environnements marins, y compris les mangroves, les récifs coralliens et les prairies marines. Ce travail s'est déroulé dans 53 pays et dans certaines des étendues d'eau les plus sensibles du monde, notamment la mer Rouge, le golfe du Mexique et l'océan Pacifique Sud. À titre d'exemple, le PNUE a soutenu le ministère thaïlandais de l'environnement dans la création d'un refuge marin de 900 hectares qui protège une espèce de crabe menacée, cruciale pour les économies locales.

Le PNUE et la Banque africaine de développement ont fait équipe pour produire l'Atlas du **capital naturel de l'Afrique**. Ce rapport répertorie la valeur des sols, de l'eau, des minéraux et des autres ressources naturelles du continent, afin d'aider les décideurs politiques à prendre des décisions plus éclairées en matière de développement. L'atlas fait suite à une demande des gouvernements africains qui souhaitaient des stratégies pour rendre le capital naturel du continent durable. Il a été conçu pour contribuer à l'Agenda 2063, le plan directeur de l'Afrique pour devenir une puissance économique mondiale.

Au cours d'**une cérémonie en grande pompe** à l'UNEA-6, le PNUE et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ont reconnu sept programmes phares de restauration mondiale dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes. Les efforts déployés, du Pakistan au Pérou, devraient permettre de restaurer 40 millions d'hectares et de créer 500 000 emplois.

Lutter contre la désertification

Le PNUE a soutenu la mobilisation d'un financement de 80 millions de dollars pour la Grande Muraille Verte d'Afrique, un effort visant à accroître la superficie des terres arables sur 8 000 km au Sahel, une région semi-aride qui s'étend sur toute l'Afrique. Les projets financés devraient couvrir plus de 6,9 millions d'hectares et bénéficier à 5 millions de personnes. En Irak, dont 90 % du territoire est aride ou semi-aride, le PNUE a soutenu la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la dégradation des sols. Dans les pays du Caucase du Sud, dont l'Arménie et la Géorgie, le PNUE soutient la restauration de 20 000 hectares de terres arides dégradées, un travail qui devrait bénéficier à 15 000 personnes.



La restauration stimule les moyens de subsistance, réduit la pauvreté et renforce la résilience face aux phénomènes météorologiques extrêmes ; tout cela dans le cadre des objectifs de développement durable.

Inger Andersen

Directrice Exécutive du PNUE

La **Journée mondiale de l'environnement** a permis de présenter des solutions à la sécheresse, à la désertification et à la dégradation des sols, et d'encourager les citoyens du monde entier à agir face à ces menaces croissantes. L'Arabie saoudite a accueilli les célébrations officielles le 5 juin, tandis que 4 000 autres événements ont eu lieu dans plus de 150 pays. #La Journée mondiale de l'environnement a été le hashtag le plus tendance sur X, la Journée de l'environnement a été tendance en Amérique latine, les dirigeants politiques et les célébrités, du Premier ministre indien Narendra Modi à l'acteur Leonardo DiCaprio, ont exprimé leur soutien à la restauration des écosystèmes. Le contenu du PNUE lié à la Journée mondiale de l'environnement a été vu 421 millions de fois sur les médias sociaux et a été mentionné dans les médias de 178 pays.

Lors de la 16e Conférence des parties à la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, les pays ont lancé le Programme d'action de Riyad, dans lequel ils se sont engagés à verser 12 milliards de dollars sous forme de prêts et de subventions pour la restauration des terres et les initiatives de résilience à la sécheresse. Ils ont également lancé le Partenariat mondial de Riyad pour la résilience à la sécheresse, qui s'efforcera de mobiliser des fonds pour soutenir 80 des pays les plus vulnérables et les plus touchés par la sécheresse dans le monde.

Abdullah Ibrahim Alissa et d'autres défenseurs de l'environnement reverdissent certaines parties du parc national de Thadiq, en Arabie saoudite, dans le cadre d'un ambitieux projet visant à enrayer la désertification. Photo : PNUE





Des femmes se rencontrent dans la vallée de Hunza, au Pakistan, où les membres de la communauté restaurent les écosystèmes en difficulté autour du fleuve Indus afin de lutter contre les inondations. Les Nations unies ont reconnu cette initiative comme un programme phare de restauration mondiale. Photo : PNUE

Favoriser

des écosystèmes d'eau douce sains

Le PNUE s'est efforcé de protéger, de conserver et de restaurer les lacs, les rivières et les aquifères de la planète, qui sont soumis à une pression croissante en raison de la triple crise planétaire.

Le PNUE s'est joint à la communauté de l'ONU-Eau pour lancer la stratégie du système des Nations unies pour l'eau et l'assainissement. Le PNUE et UN Water ont coproduit le **rapport de situation à mi-parcours sur les indicateurs de l'objectif de développement durable n° 6**, qui contient des recommandations à l'intention des décideurs. Le rapport révèle que la moitié des pays voient les écosystèmes d'eau douce se dégrader et que le débit des rivières ralentit dans 402 bassins, notamment ceux du Congo, du Parana et de la Volga.

Le PNUE a intensifié ses travaux au niveau national, en soutenant la gestion durable des bassins versants au Brésil et en Inde, ainsi que la conservation des tourbières dans le bassin du Congo. Le PNUE a également développé un partenariat avec le **Rotary International** pour former ses 1,4 million de membres à la science citoyenne et suivre l'évolution de la santé des masses d'eau douce.

Avec de nombreux partenaires, le PNUE a lancé le dialogue de Bakou sur l'eau pour l'action climatique - une série de discussions entre les nations visant à renforcer le rôle de l'eau dans l'action climatique.

Financement

de la biodiversité

En 2024, 22 signataires ont rejoint les **Principes pour une banque responsable**, pilotés par l'IF du PNUE, qui aident les banques à aligner leurs activités principales sur les objectifs de développement durable et les accords environnementaux tels que le Cadre mondial pour la biodiversité. Plus de 350 prêteurs, représentant la moitié des actifs bancaires mondiaux, ont adopté ces principes et mettent en place des objectifs de financement durable.

Parallèlement, le **Fonds mondial pour les récifs** coralliens a financé des initiatives visant à protéger 1,7 million d'hectares de récifs coralliens menacés par de multiples facteurs de stress dans 13 pays. Le fonds a soutenu l'Indonésie dans le lancement d'un échange dette-nature historique de 35 millions de dollars américains, le Mexique dans la lutte contre une épidémie d'algues envahissantes qui asphyxie les récifs coralliens et les Philippines dans l'amélioration de la gestion des aires marines protégées. Les actions du fonds en 2024 devraient bénéficier à environ 15 000 personnes grâce à des formations et à la création d'emplois. Le PNUE est responsable du suivi et de l'évaluation au niveau mondial pour le fonds et co-préside son conseil exécutif.

“

“Nous sommes la première génération à pleinement comprendre les immenses **menaces qui pèsent sur la terre** – et nous pourrions être la dernière à avoir une chance d'inverser le cours de la destruction.”

Elizabeth Maruma Mrema
Directrice Exécutive adjointe du PNUE

Au Mexique, le PNUE aide les défenseurs de l'environnement à élever des crabes royaux. Ces animaux sont des consommateurs voraces d'algues, qui infestent les récifs coralliens sensibles à mesure que l'océan se réchauffe en raison du changement climatique. Photo : PNUE



Comblar le fossé entre les genres

Les femmes au cœur de l'action environnementale.

La triple crise planétaire pèse lourdement sur les femmes, aggravant les inégalités entre les sexes et enfermant des millions de personnes dans la pauvreté. Pour y remédier, le PNUE veille à ce que les femmes participent sur un pied d'égalité à la restauration de l'environnement tout en créant des opportunités économiques qui rendent les populations plus résistantes au changement climatique.





Avec le soutien du PNUE, un groupe de startups vertes en Asie a levé

350
millions de dollars
de financement
depuis 2021

Le PNUE a soutenu les communautés du monde entier, y compris celles du Cambodge, dans l'augmentation de leur utilisation des énergies renouvelables. Photo : PNUE

Le PNUE a aidé des dizaines de pays à intégrer les principes des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans leurs stratégies nationales en matière de biodiversité et a collaboré avec des pays au titre du **cadre mondial sur les produits chimiques** afin d'intégrer des considérations liées au genre dans la gestion des produits chimiques dangereux et des déchets.

Le PNUE et ONU Femmes ont poursuivi le déploiement d'un programme visant à aider les femmes du Bangladesh, du Cambodge, de l'Indonésie, des Philippines et du Viêt Nam à accéder au financement et à acheter des technologies d'énergie propre. Cet effort devrait bénéficier à 100 000 personnes.

Le PNUE et ses partenaires ont également lancé le dernier cycle d'un **accélérateur** pour les start-ups vertes en Asie-Pacifique. Depuis 2021, l'accélérateur a soutenu 100 entreprises, dont 30 dirigées par des femmes. Ces entreprises ont ensuite levé un total de 350 millions de dollars.

Ces succès sont le fruit des efforts du PNUE pour intégrer la dimension de genre dans l'ensemble de son programme de travail. Les premiers résultats indiquent que 94 % des projets du PNUE conçus au cours du premier semestre 2024 intègrent bien le genre, sur la base d'une métrique globale utilisée par les Nations unies.

Action contre la pollution

Le PNUE aide les nations à éliminer progressivement les produits chimiques dangereux, à limiter toutes les formes de pollution et à mettre en place des économies plus circulaires.



Lutter contre la pollution plastique

L'humanité produit plus de 400 millions de tonnes de plastique chaque année, dont une grande partie se retrouve dans l'environnement. Tout au long de l'année 2024, le PNUE a pris la tête d'un mouvement mondial visant à mettre fin à cette pollution plastique, qui **constitue une menace** croissante pour la santé humaine et planétaire. Le PNUE a apporté un soutien technique à plus de 30 pays qui ont élaboré des réglementations visant à réduire la pollution plastique à la source, à améliorer la conception des produits, à développer les systèmes de réutilisation et de recharge et à renforcer les pratiques de gestion des déchets.

Dans le cadre du premier programme de ce type, le PNUE a conseillé 12 pays dans les premières étapes de l'élaboration de politiques de responsabilité élargie des producteurs (REP), qui rendent les producteurs responsables des emballages plastiques tout au long de leur cycle de vie. Cet effort vise à augmenter les taux de recyclage et à améliorer la conception des produits, réduisant ainsi

la pollution plastique. Une quarantaine de pays ont aujourd'hui mis en place des programmes de REP. En Inde, le PNUE soutient la mise en place d'interdictions de certains plastiques à usage unique et aide à la mise en œuvre de lignes directrices nationales en matière de REP. Plus de 45 000 entreprises ont rejoint l'initiative de REP.

Le secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, hébergé par le PNUE, a fourni une assistance technique à 53 pays qui cherchaient à mieux gérer les déchets plastiques. Cela a conduit à la création de centres de gestion des déchets en Afrique du Sud, à l'élaboration d'une politique régionale sur les plastiques à usage unique en Asie du Sud-Est et au lancement de programmes visant à enseigner aux enfants du Sri Lanka les dangers de la pollution plastique.

Enfin, 180 investisseurs, banques et assureurs, représentant 17 000 milliards de dollars d'actifs, ont signé la déclaration **financière sur la pollution plastique** soutenue par l'IF du PNUE, encourageant les pays à conclure un accord pour mettre fin à la pollution plastique (voir encadré).

Les négociations sur la pollution plastique progressent

En décembre, les pays ont franchi une étape vers la finalisation d'un instrument juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution plastique. Lors des discussions à Busan, en République de Corée, des représentants de plus de 170 nations ont convenu qu'un **texte du président** servira de point de départ pour de nouvelles négociations en 2025. « Il est clair que le monde souhaite et exige toujours la fin de la pollution plastique », a déclaré Inger Andersen, directeur exécutif du PNUE. « Nous devons nous assurer que nous élaborons un instrument qui touche le problème de plein fouet au lieu de rester en deçà de son poids potentiel. »



Des participants assistent à Busan, en République de Corée, à des pourparlers visant à établir un accord juridiquement contraignant. Photo : PNUE



Des médecins, des pharmaciens, des vétérinaires et des zoologistes de 14 pays ont mis au point une initiative pour aider les jeunes à lutter contre la résistance aux antimicrobiens. Photo: Groupe de travail quadripartite sur l'engagement des jeunes dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens

Réduire

la pollution atmosphérique et chimique

Au Kenya, le PNUE a soutenu l'installation de capteurs de pollution atmosphérique à l'aéroport principal de Nairobi. Combinés aux données météorologiques, ces capteurs ont permis aux autorités d'avertir plus précisément les habitants de l'augmentation des toxines en suspension dans l'air, telles que les PM10, l'oxyde nitreux et le dioxyde de soufre. Le modèle est reproduit au Timor-Oriental. À Yaoundé, au Cameroun, les capteurs ont permis d'identifier les décharges à ciel ouvert qui constituaient des sources majeures de pollution atmosphérique.

La Convention de Stockholm, dont le secrétariat est hébergé par le PNUE, a ajouté deux produits chimiques potentiellement toxiques que l'on trouve couramment dans le plastique à sa liste de polluants organiques persistants (POP), qui compte désormais 34 éléments. La Convention, qui a fêté son 20e anniversaire en 2024, vise à protéger les personnes et l'environnement des POP, notamment des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS), connues sous le nom familier de « produits chimiques éternels ».

Le secrétariat de la convention de Bâle, également hébergé par le PNUE, a aidé 40 pays à se préparer à de nouvelles règles interdisant l'exportation de déchets électroniques vers des pays qui n'ont pas donné leur consentement préalable en connaissance de cause. Cette exigence, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2025, est importante pour contrôler ce type de déchets dangereux qui connaît une croissance rapide.

Le PNUE a également aidé plus de 22 pays à endiguer le flux de pollution, de l'azote aux plastiques, qui se déverse dans la mer à partir de sources terrestres. Le PNUE a fourni des conseils techniques au Sri Lanka et à Trinité-et-Tobago, qui ont élaboré des plans nationaux de réduction de la pollution par l'azote. Le PNUE a soutenu l'élaboration d'inventaires nationaux des sources de plastique, qui serviront de base à l'élaboration de stratégies et de plans dans 19 pays. Enfin, le PNUE a travaillé avec les communautés de Saba, en Malaisie, sur des solutions de traitement des eaux usées.

Le PNUE a continué à jouer un rôle important dans la réponse mondiale à la résistance aux antimicrobiens (RAM), qui, selon de nouvelles données, pourrait coûter la vie à 39 millions de personnes entre 2025 et 2050. Dans le cadre du partenariat quadripartite « RAM », le PNUE a soutenu les pays dans leurs efforts pour empêcher la dissémination dans l'environnement d'antimicrobiens, d'organismes et de gènes résistants aux médicaments, en se concentrant sur des secteurs allant des produits pharmaceutiques à l'agriculture. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une campagne mondiale de lutte contre la résistance aux antimicrobiens.

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté **une déclaration politique** appelant à un effort plus concerté pour faire face à la menace et reconnaissant le rôle de premier plan de la Quadripartite dans l'élaboration d'une réponse. Cette déclaration a été réitérée lors d'une **conférence ministérielle sur la résistance aux antimicrobiens**.

Construire

des économies et des sociétés circulaires

Le PNUE a conseillé les organismes de réglementation du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Mexique et du Paraguay lors du lancement du premier programme d'éco-étiquetage d'Amérique latine. Ce programme comprend une certification pour les produits qui répondent à des normes de durabilité élevées tout au long de leur cycle de vie. Cette initiative devrait permettre à 450 millions de consommateurs de prendre des décisions d'achat plus éclairées.

En outre, le PNUE a aidé l'île Maurice à mettre en place une feuille de route sur l'économie circulaire. L'île Maurice est l'une des sept nations africaines - avec le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, l'Afrique du Sud et l'Ouganda - que le PNUE a soutenues dans le cadre d'une initiative visant à encourager la consommation et la production durables. Au cours des dix dernières années, cette initiative a permis de détourner 25 000 tonnes de déchets des décharges et de créer environ 20 000 emplois.

Au titre du **cadre mondial sur les produits chimiques**, le PNUE collabore avec des partenaires afin d'identifier les moyens de réduire la pollution provenant d'une série d'industries, notamment le textile, l'agriculture et la construction. Ce travail devrait être renforcé par la création d'un groupe **scientifique et politique** sur les produits chimiques, les déchets et la prévention de la pollution, actuellement en cours de négociation.

Parallèlement, le PNUE a fourni une assistance technique à plus de 35 petites entreprises textiles en Afrique afin qu'elles élaborent des plans d'amélioration de la durabilité. Au niveau mondial, TikTok, qui compte plus d'un milliard d'utilisateurs, élabore un programme de formation pour les créateurs de contenu basé sur le manuel de **communication sur la mode durable** élaboré par le PNUE. La formation et le manuel sont tous deux conçus pour lutter contre la surconsommation.

Regards vers l'avenir

Comment le PNUE utilise la prospective pour se préparer aux défis environnementaux de demain

Le PNUE a publié **Naviguer vers de nouveaux horizons**, qui identifie huit changements mondiaux critiques, y compris l'émergence des technologies numériques, qui ont des implications majeures pour notre environnement commun. Ce rapport s'inscrit dans le cadre des efforts croissants déployés par le PNUE pour anticiper les défis et les opportunités à venir et s'y préparer.



Réagir aux **catastrophes** et aux conflits

Le PNUE a fourni des conseils techniques pour promouvoir la paix et le développement durable par le biais d'actions environnementales.

Le PNUE a soutenu les pays qui luttent contre les conséquences environnementales dévastatrices de la guerre et des conflits. À Gaza, **une évaluation environnementale historique du PNUE** a révélé que le conflit a entraîné des niveaux de pollution « sans précédent », les eaux usées, les débris et les munitions toxiques contaminant le sol, l'eau et l'air. Le rapport note que la dégradation de l'environnement contribue à la souffrance humaine et risque de causer des dommages irréversibles aux écosystèmes de Gaza.



39 millions de tonnes

Quantité de débris générés par la guerre à Gaza jusqu'en juillet 2024, selon une évaluation environnementale du PNUE



Une évaluation environnementale du PNUE a révélé que le conflit à Gaza a entraîné des niveaux de pollution « sans précédent ». Photo : AFP

Le PNUE et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) apportent un soutien technique aux habitants de Gaza qui tentent de déblayer et de gérer les quelque 50 millions de tonnes de débris. Le projet devrait permettre d'ouvrir des voies d'accès humanitaires essentielles qui profiteraient à 200 000 personnes et de créer le premier centre de recyclage des débris à Gaza.

Cette initiative fait suite aux efforts déployés dans le village de Mansuriya, en Irak, où plus de 60 000 tonnes de débris liés au conflit ont été enlevées, permettant ainsi à des centaines de personnes de rentrer chez elles après près d'une décennie. Une partie de ces débris a été utilisée pour construire la première route irakienne à partir de débris recyclés. En 2024, le système mobile de gestion des débris a été remis au gouvernement de Kirkouk par le PNUE et l'Organisation internationale pour les migrations, dans le cadre des efforts visant à instaurer une circularité à long terme. [Link is missing ?](#)

Les spécialistes déployés par **l'unité conjointe Environnement** du PNUE/Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) ont également aidé sept pays à gérer les conséquences de catastrophes environnementales, notamment l'Éthiopie (glissement de terrain), la Guinée (explosion chimique) et Saint-Vincent-et-les-Grenadines (ouragan). L'année dernière a marqué le trentième anniversaire de l'unité. Depuis sa création, elle a opéré dans 60 pays, mené 45 évaluations environnementales et soutenu 250 déploiements de personnel spécialisé.

Oeuvrer pour une efficience, une efficacité et un **impact** durables

Fidèle à son engagement de rationaliser les mécanismes de mise en œuvre du PNUE au service des États membres, le PNUE a poursuivi en 2024 un suivi rigoureux de l'efficience, de l'efficacité et de l'impact opérationnels.

Les tableaux de bord des portefeuilles, intégrant divers indicateurs de performance, sont largement exploités par les directeurs et leurs équipes. Parallèlement, l'équipe de direction organise des réunions trimestrielles d'examen des activités en s'appuyant sur un système de « feux de signalisation » pour évaluer les performances du portefeuille, l'utilisation des fonds, la gestion des bailleurs de fonds et des partenaires de mise en œuvre, ainsi que les audits, les évaluations et les questions de gestion connexes.





Le PNUE a accueilli la première cohorte de jeunes talents au siège de Nairobi le 29 janvier 2024. Photo: PNUE

Une équipe hautement performante à l'image des Nations Unies

Le PNUE agit en stricte conformité avec l'Article 101(3) de la Charte des Nations Unies, qui stipule que la considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel est la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. L'article souligne en outre qu'il convient de dûment prendre en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

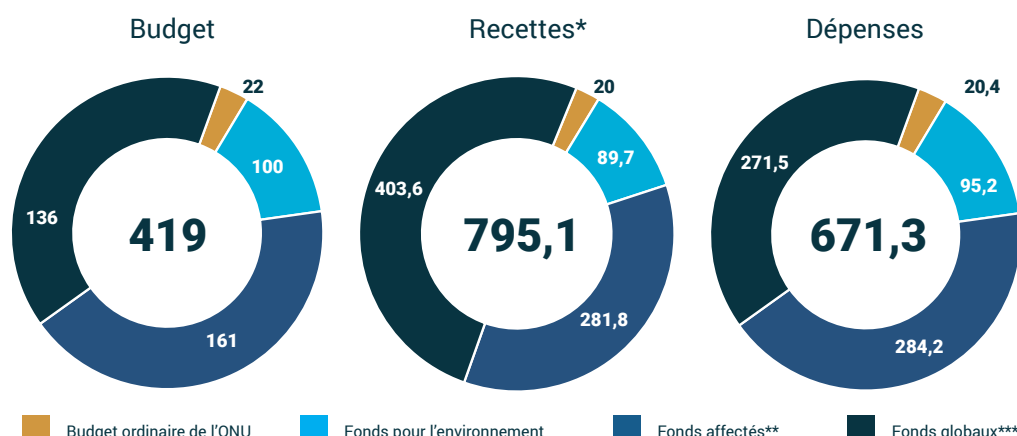
Conformément à cet objectif, le PNUE a organisé plus de 30 événements de sensibilisation aux talents à travers le monde afin d'attirer des candidats de diverses régions. Ces initiatives ont permis d'atteindre plus de 16 500 candidats, renforçant ainsi la position du PNUE en tant que leader en matière de recrutement de talents au sein du Secrétariat des Nations Unies.

Le PNUE a également accueilli la première cohorte du programme **Vivier de jeunes talents**, conçu pour attirer de jeunes professionnels hautement qualifiés issus de régions où postuler à un emploi au siège du PNUE n'est pas une démarche courante. Une deuxième cohorte est actuellement en phase finale de sélection.

Les efforts continus de sensibilisation pour recruter les meilleurs talents portent déjà leurs fruits. Le nombre de membres du personnel de niveau professionnel issus de régions géographiques sous-représentées a augmenté de 10 % entre 2023 et 2024.

Pour rester en phase avec les défis environnementaux actuels, le PNUE élargit sa base de financement et met davantage l'accent sur une gestion efficace et solide des fonds. En 2024, 94 États membres ont contribué au Fonds pour l'environnement, qui constitue le fondement du travail du PNUE. En outre, trois fonds planétaires du PNUE - axés sur le climat, la nature et la pollution - ont des effets tangibles sur le terrain, démontrant le pouvoir de transformation des investissements stratégiques. Des fonds supplémentaires affectés par les gouvernements, les partenaires multilatéraux et d'autres ont également soutenu l'expansion du travail du PNUE.

Situation financière en décembre 2024 (en millions de dollars)



* Les chiffres des recettes sont provisoires et sujets à l'achèvement et à la clôture des comptes financiers annuels du PNUE.

** Les fonds affectés comprennent les fonds planétaires (Belgique, Tchèque, Norvège, Philippines) et d'autres fonds affectés en douceur (Suède).

*** Les fonds mondiaux représentent le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds vert pour le climat.

Les 15 principaux contributeurs aux fonds préaffectés en 2024 (en millions de dollars)

Agences de l'ONU	95.2
Allemagne	47.8
Commission européenne	37.6
Initiative financière du PNUE*	22.9
États-Unis d'Amérique	10.6
Danemark	9.1
Japon	8.5
Suède	7.6
Italie	5.9
Fondations/Organisations non gouvernementales	5.2
Suisse	5.0
Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4.1
Belgique	3.4
Norvège	3.3
Finlande	3.0

Les 15 premiers contributeurs au Fonds pour l'environnement en 2024 (en millions de dollars)

Norvège	12.2
Le Royaume des Pays-Bas	10.3
Allemagne	8.0
France	7.6
Danemark	7.4
Les États-Unis d'Amérique	7.2
Suède	5.1
Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	4.7
Belgique	4.3
Suisse	3.8
Italie	3.3
Canada	2.3
Finlande	1.6
Japon	1.4
Espagne	1.4

*Partenariat entre le PNUE et le secteur financier mondial pour mobiliser le financement du secteur privé en faveur du développement durable.

Contributeurs au Fonds pour l'environnement en 2024 par catégorie (nombre d'États membres)

59

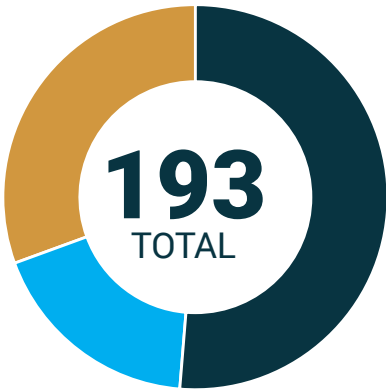
Contributeurs à part entière

35

Autres contributeurs

99

Non-contributeurs



*Part entière du budget du Fonds pour l'environnement selon le barème indicatif volontaire des contributions, établi par les États membres.

Contributeurs à part entière	
Albanie	Madagascar
Arménie	Maldives
Les Bahamas	Malte
Barbade	Maurice
Belgique	Monaco
Belize	Mongolie
Bhoutan	Monténégro
Bosnie-Herzégovine	Maroc
Cap Vert	Nauru
Chypre	Népal
Danemark	Royaume des Pays-Bas
Dominique	Nouvelle Zélande
La République dominicaine	Norvège
Eswatini	Oman
Fidji	Palau
France	Pérou
La Gambie	Les Philippines
Georgie	Saint-Kitts-et-Nevis
Grenade	Sainte-Lucie
Guyane	Arabie Saoudite
Islande	Serbie
Irak	Slovénie
Irlande	Somalie
Italie	Sri Lanka
Jamaïque	Suède
Jordanie	Tadjikistan
Kenya	Le Royaume-Uni de Grande-
Lettonie	Bretagne et d'Irlande du Nord
Lituanie	Uruguay
Luxembourg	Vanuatu

Autres contributeurs	
Andorre	Mexique
Australie	États fédérés de Micronésie
Autriche	Pakistan
Bangladesh	Paraguay
Botswana	Portugal
Bulgarie	République de Corée
Cambodge	Singapour
Canada	Slovaquie
Chine	Afrique du Sud
Croatie	Espagne
Finlande	Suisse
Allemagne	Tchéquie
Hongrie	Thaïlande
Indonésie	Trinité et Tobago
Japon	Ouganda
Kazakhstan	Les États-Unis d'Amérique
Koweït	Viet Nam
Malaisie	

Le PNUE remercie tous ses partenaires financiers. **Chaque contribution** est importante, pour les personnes et la planète.

Un grand merci aux partenaires financiers du PNUE. Depuis plus de 50 ans, le PNUE est l'autorité mondiale de référence sur l'environnement, mobilisant l'action grâce aux preuves scientifiques, sensibilisant le public, renforçant les capacités et réunissant les parties prenantes. Le programme de travail central du PNUE est rendu possible par des contributions flexibles des États membres et d'autres partenaires au Fonds pour l'environnement et aux Fonds Planétaires du PNUE. Ces fonds permettent de mettre en place des solutions agiles et innovantes face au changement climatique, à la perte de la nature et de la biodiversité, ainsi qu'à la pollution et aux déchets.

Soutenez le PNUE. Investissez dans les peuples et la planète.
www.unep.org/funding



www.unep.org
unep-communication-director@un.org